

AGIR pour TIMOR

Rapport sur l'arrestation de Xanana Gusmão

Version n° 2 (30 novembre 1992).

Xanana Gusmão, chef du Conseil National de la Résistance Maubere (CNRM), a été arrêté à Dili, Timor-Est, tôt le matin du 20 novembre dernier (heure locale).

Le rapport qui suit est provisoire. Il est destiné à servir de guide à plusieurs interlocuteurs qui nous ont demandé ce genre de travail. Etant fait dans un contexte mouvant, il est réactualisé régulièrement pour le moment.

1. Circonstances de l'arrestation

Xanana Gusmão a été arrêté chez Augusto Pereira et sa femme, Aliança de Araújo. Cette dernière est la sœur d'Abilio Araújo, le chef de la délégation extérieure du Fretilin à Lisbonne. Un chauffeur de taxi, 'George', qui vivait dans cette maison, arrêté, aurait succombé à la torture et révélé la cachette. A l'heure actuelle, nous ignorons pour quelle raison Xanana se trouvait à Dili au moment de son arrestation.

Selon le *Jawa Pos* du 22 novembre (lié aux services de renseignements militaires et dont les informations sont donc sujettes à caution), les officiels de *Kolakops* avaient récemment entrepris une opération de vérification des cartes d'identité maison par maison, dans l'espoir que cela révélerait des membres de la résistance militaire se cachant dans la ville. Trois jours avant la capture, 15 membres de l'ABRI (forces armées) auraient mis la maison d'Augusto sous surveillance.

2. Lieu de détention

Selon nos dernières informations (27 novembre), Xanana est actuellement détenu à Bali à Wisma Bayu, un centre de détention et d'interrogation situé dans le complexe militaire d'Udayana, près de l'aéroport de Denpasar (Kuta). L'officier responsable est le Colonel Hasibuan, téléphone 62.361.51211.

3. Pas d'accès au prisonnier

A part les militaires, personne n'a eu accès à Xanana depuis son arrestation, à part tout au début des médias indonésiens pour de brèves périodes. Le CICR s'est vu refuser l'accès au prisonnier, sous le prétexte qu'il "n'était pas arrêté". Des rapports ultérieurs indiquent que la Croix Rouge aura accès au prisonnier lorsque son

interrogatoire sera terminé. Les autorités indonésiennes maintiennent que Xanana est bien traité.

4. Quel procès?

Il est très probable que l'Indonésie jugera Xanana. La question est de savoir de quel type de procès il s'agira. Il semble que l'armée tienne à l'accuser d'être le "cerveau" de la manifestation du 12 novembre 1991. Il pourrait alors être jugé pour subversion, passible de la peine de mort en Indonésie. Deux des Timorais jugés pour la manifestation de Santa Cruz l'ont été pour subversion, et l'un d'entre eux a été condamné à perpétuité.

Le gouverneur de la "province" de Timor-Est, Osorio Soares, a déclaré que Xanana était un "prisonnier de guerre". Au contraire, le commandant en chef de Timor-Est, le Général Syafei, a déclaré que Xanana n'était pas un criminel de guerre "parce que nous ne sous sommes jamais battus contre eux". "Il n'est pas un criminel politique non plus. C'est un subversif." Le Général Murdani a qualifié Xanana de "criminel des rues".

Un analyste indonésien déclare que "comme dans les autres cas de subversion, il est pratiquement certain que la sentence a déjà été décidée". Une autre analyste est convaincu que cette sentence sera la mort, sur la base des assassinats de 1965/66 et de l'exécution bien avant celà du leader Sud-Moluquois, Soumokil, et du chef de Darul Islam, Sekarmadji Maridjan Kartosuwirjo. Pour le leader de la résistance timoraise, dont l'armée a causé des pertes innombrables aux forces armées indonésiennes, il est difficile d'imaginer la clémence.

Il ne faut pas oublier que diverses factions dans le gouvernement indonésien ont des intérêts divergents. La diplomatie indonésienne, consciente du coût d'un procès spectaculaire, n'est sans doute pas très favorable à une attitude radicale. Les diverses factions de l'armée veulent sans doute toutes "aller jusqu'au bout", mais peuvent jouer des modalités dans leurs luttes d'influence. En dernier ressort, ce sera Suharto qui tranchera. On peut imaginer un scénario où Xanana est jugé pour subversion et condamné à mort, sa peine étant commuée par Suharto en détention criminelle à perpétuité.

Selons nos dernières informations, le procès aurait lieu à Bali. Le général Try Sutrisno, commandant-en-chef des forces armées, a demandé au procureur général Singgih SH de préparer une inculpation contre Xanana. La rumeur en Indonésie est que les militaires ont déjà retenu un chef d'accusation, tandis que Xanana est toujours officiellement sous interrogatoire.

5. Conditions de détention

A part quelques images de Xanana capturé vendredi et samedi, qui le montraient pâle mais apparemment en bonne santé, on ne sait pratiquement rien sur le sort réservé à Xanana Gusmão en détention. Selon les autorités indonésiennes il est soumis à un "interrogatoire intensif". Connaissant la brutalité des militaires indonésiens, on peut craindre le pire pour son intégrité physique, ainsi que mentale. On peut espérer que la crainte d'une réaction internationale trop forte conduise l'armée à ménager Xanana, mais craindre que celle-ci ne s'en prenne à ses proches, moins visibles internationalement et déjà arrêtés, pour exercer sur lui une pression psychologique.

Selon les dernières nouvelles reçues, Xanana "refuserait certaines sortes de nourriture".

6. Autres arrestations

Des rafles systématiques ont eu lieu après l'arrestation de Xanana. Des membres de sa famille et de celle d'Abilio Araújo ont été arrêtés. Les listes d'Amnesty International dans ses actions urgentes des 23 et 26 novembre sont:

Rufina Conceiao Araujo (femme), 74
 Augusto Pereira, 43 mari et Aliana de Araujo, 40 sa femme
 Ligia de Araujo (femme), 22
 Jorge Manuel Araujo Serrano, 21
 Regina Conceiao Araujo Serrano, (femme), 18
 Francisco Almeida Araujo, 17

Armandina Gusmao
 Gilman Exposto
 Deux enfants de 13 et 15 ans.

Olandina Caceiro Alves (amie de Armandina Gusmao)
 Oscar Lima (ami de Olandina Caceiro)
 Americo

Abilio Baptista
 — Afonso Maria —
 Antonio
 Avalino Baptista
 — Fernando Conceicao
 Fernando
 — Francisco Goncalves
 Henrique Guterres

Ildefonso Soares
 Jorge Cortinnal
 Mario Miranda
 Pascal Soares
 Rui Miranda
 Vitor Viegas

De nombreuses autres personnes sont arrêtées à Timor-Est, et des indications de tortures et de mauvais traitements sont parvenues. A Jakarta, les Timorais sont surveillés et suivis par l'armée. Plusieurs changent constamment de lieu de résidence, sont en fuite et/ou cherchent à quitter l'Indonésie. L'ancienne résidence de José António Amorim Dias, représentant du CNRM pour la CEE, a été fouillée par l'armée et tous ses documents confisqués. L'officier responsable est le Capitaine Batubara, n° 395532 de MABES ABRI (Quartier Général des Forces Armées).

7. Réactions en Indonésie

Sudomo, ministre-coordonateur de la politique et de la sécurité, Try Sutrisno, commandant-en-chef des forces armées et Benny Murdani, ministre de la défense ont avisé la presse indonésienne de mettre une sourdine à ses comptes-rendus sur Xanana Gusmão. Les peu nombreux articles et transcriptions d'émissions radio qui nous sont parvenus sont tous soit strictement factuels, soit favorables à l'arrestation, soit même contiennent des éléments flagrants de désinformation (citations déformées, informations fausses, etc.) Ceci est en contraste marquant avec la couverture du massacre de Santa Cruz l'année dernière, extrêmement abondante et critique pour les autorités.

L'organisation Infight a publié un communiqué s'inquiétant de l'arrestation. L'Institut d'aide juridique, qui a déjà défendu des Timorais pour les procès de cette année, s'est déclaré prêt à défendre Xanana le cas échéant.

8. Réactions à l'étranger

Les organisations ou personnalités suivantes ont réagi contre l'arrestation, soit par un communiqué, soit par des déclarations, soit par une lettre de protestation: Amnesty International, Asia Watch (USA), la famille de Xanana Gusmão en Australie, José Ramos Horta (CNRM), le ministère portugais des affaires étrangères, Mário Soares, Abilio Araújo (Fretilin, Lisbonne), CDPM (Portugal), Satsuki Eda (Forum de la Diète japonaise pour Timor-Est), Gareth Evans (ministre des affaires étrangères australien), TAPOL (Royaume Uni), Agir pour Timor (France), East Timor Action Network (Etats Unis), Free East Timor Japan Coalition (Japon), Australian Council for Overseas Aid (Australie), Boutros Ghali (Nations Unies), Lord Avebury (Président des Parlementaires pour Timor-Est, international), Lawyers Committee for Human Rights

(Etats Unis), la Plateforme internationale des Juristes pour Timor-Est, l'ASTO (France), la Fédération internationale des droits de l'homme, l'archevêque Desmond Tutu (Afrique du Sud), le Révd. Paul Moore (Etats Unis), Congressional Human Rights Caucus (Etats Unis), la CGT (France), le MRAP (France), le Comité de Défense des Libertés et des Droits de l'Homme en France et dans le Monde (France, président: Georges Marchais). Au Portugal, une lettre adressée à Boutros Boutros Ghali a été signée par 2000 personnes.

Les organisations suivantes ont organisé ou participé à des actions de soutien: East Timor Relief Association (Australie), Fretilin (Australie), UDT (Australie), Campaign for an Independent East Timor (Australie du Sud), British Coalition for East Timor, East Timor Alert Network (Canada), Agir pour Timor (France). Pour des raisons "techniques", aucune information ne nous est parvenue du Portugal.

Ces données ne représentent bien entendu que les informations qui nous sont parvenues.